

PREFET DES CÔTES D'ARMOR

Direction départementale de la
protection des populations

**Arrêté portant autorisation
d'une installation classée
pour la protection de l'environnement**

Service prévention des risques
environnementaux

N°IC 2012/1453

TP

Le préfet des Côtes d'Armor,
Officier de la Légion d'Honneur

- VU le Code de l'environnement et notamment le titre I du livre II et le titre I du livre V ;
- VU le décret n° 2001-34 du 10 janvier 2001, modifié le 30 mai 2005, relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004, modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
- VU l'arrêté ministériel du 6 mars 2001, modifié le 30 mai 2005, relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté ministériel du 7 février 2005 modifié fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages de bovins, de volailles et/ou de gibier à plumes et de porcs soumis à autorisation au titre du livre V du Code de l'environnement ;
- VU l'arrêté préfectoral en date du 29 juillet 2009 modifié établissant le quatrième programme d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU la demande présentée le 14 septembre 2012 et modifiée le 16 juin 2013 par l'installation classée « **ABBE Yves-Marie** » sise au lieu-dit « Olivet » à Bourseul, en vue d'effectuer la reprise du poulailler de 1 000 m² déclaré au nom de Yves Abbé, de la construction d'un poulailler de 1 500 m² et la création d'une plate-forme bétonnée de 96 m² à Bourseul au lieu-dit « La Croix Saint-Maleu » (Section ZM n° 19-30-34) ;
- VU la saisine de l'avis de l'autorité environnementale le 8 octobre 2012 ;
- VU la saisine des conseils municipaux de Bourseul, Corseul, Plédéliac, Pléven, Plorec-sur-Arguenon, Pluduno, Saint-Méloir-des-Bois, Saint-Michel-de-Plélan du 11 décembre 2012 ;
- VU la saisine de la direction départementale des territoires et de la mer en date du 8 octobre 2012 ;
- VU la saisine le 8 octobre 2012 du service interministériel des affaires civiles et économiques de défense et de protection civile ;
- VU la saisine de l'agence régionale de la santé le 8 octobre 2013 ;

- VU l'enquête publique qui s'est déroulée du 8 janvier 2013 au 15 février 2013;
VU les résultats de l'enquête publique et notamment les conclusions du commissaire enquêteur ;
VU le rapport de l'inspecteur des installations classées en date du 1^{er} juillet 2013 ;
VU l'avis favorable émis par le conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques le 19 juillet 2013 ;

CONSIDERANT que la demande présentée prévoit des mesures compensatoires permettant une gestion correspondant aux normes en vigueur visées par le Code de l'environnement ;

CONSIDERANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et suivants du Code de l'environnement ;

CONSIDERANT que l'installation reprise est dûment déclarée au titre des installations classées ;

CONSIDERANT que le pétitionnaire a fait l'objet d'une attribution d'azote marge lors de la commission départementale d'orientation agricole de février 2012 et qu'il s'agit de l'installation d'un jeune agriculteur ;

CONSIDERANT que la direction départementale des territoires et de la mer a émis un avis favorable au projet de reprise et d'extension de l'atelier avicole situé sur la commune de Bourseul ;

CONSIDERANT que le projet du pétitionnaire a été modifié et ne prévoit plus la création d'une unité de compostage sur la commune de Plorec sur Arguenon mais une plate-forme sur le site de Bourseul et que celle-ci ainsi que le poulailler en projet seront implantés à distance réglementaire ;

CONSIDERANT que les écrans de verdure existants et en projet permettront l'insertion paysagère de l'installation ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture des Côtes-d'Armor ;

- A R R E T E -

ARTICLE 1^{ER} – Bénéficiaire et portée de l'autorisation

Monsieur Abbé Yves-Marie domicilié à Bourseul au lieu-dit « Olivet » est autorisé à exploiter à Bourseul au lieu-dit « La Croix Saint-Maleu » (section ZM parcelles n°19-30-34) conformément aux plans et mémoires annexés à la demande, un élevage avicole dont la capacité maximale est de **78000 animaux équivalents volailles de chair** (poulets, dindes) en présence simultanée, sous réserve que la rotation des bandes permettent de limiter la quantité d'azote produite à **14 071 unités** par an.

	Animaux en présence simultanée	En animaux équivalents
Poulet lourd	51 250	51 250
Dinde Baby	26 000	78 000

Pour l'exploitation de cette installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation sous la rubrique n° 2111-1 et n° 3660-a de la nomenclature, le pétitionnaire devra respecter la réglementation en vigueur ainsi que les prescriptions ci-après.

ARTICLE 2 – Prescriptions particulières concernant les bâtiments d'élevage

Une convention est établie avec un prestataire qui assure la reprise vers une installation classée dûment autorisée pour 469 tonnes de fumiers par an soit 14 071 unités d'azote. Les enlèvements auront lieu au minimum après chaque départ de lot.

2.3.2.1 - A chaque enlèvement, un bon d'enlèvement est établi entre l'exploitant, le transporteur et l'organisme qui assure la reprise. Sur ce bon sont indiqués :

- La date de départ
- Le type de produit
- Les quantités enlevées en tonnes et en m³
- La désignation du transporteur
- La dénomination de l'exploitant, son adresse
- Les coordonnées de l'installation réceptrice des fumiers.

L'exploitant doit pouvoir tenir à la disposition des organismes de contrôle un registre des enlèvements accompagné des bons d'enlèvement qui devront être conservés au moins pendant cinq ans.

2.3.2.2. - L'exploitant est tenu d'avertir le service d'inspection des installations classées de toute rupture de contrat dès lors qu'il en prend connaissance ou de tout événement s'opposant à la reprise des fumiers.

Si la convention de reprise n'était pas respectée ou renouvelée par les contractants ou rompue, le pétitionnaire devra présenter un autre mode de gestion des déjections conforme à la réglementation.

ARTICLE 3 – Meilleures techniques disponibles (M.T.D.)

L'installation est réalisée et exploitée en se fondant sur les performances des meilleures techniques disponibles économiquement acceptables (M.T.D.) les plus récentes, en tenant compte de la vocation et de l'utilisation des milieux environnants ainsi que de la gestion équilibrée de la ressource en eau.

ARTICLE 4 – Dispositions communes

La présente décision, accordée sous réserve du droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire. Elle cessera d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service dans le délai de trois ans ou reste inexploité pendant plus de deux années consécutives.

Toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier initial, devra faire l'objet d'une nouvelle demande.

Tout changement d'exploitant fera l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au Préfet des Côtes d'Armor dans le mois qui suivra la prise de possession, par lettre accompagnée des justificatifs.

Les pétitionnaires sont tenus de déclarer, sans délai, à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui seraient de nature à porter atteinte à son environnement.

Ils doivent, en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le livre II du Code du Travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

ARTICLE 5 – Affichage

Une copie du présent arrêté sera déposée aux archives de la mairie de Bourseul pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait de cet arrêté, énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée, sera affiché à la porte de la mairie de Bourseul pendant une durée minimum d'un mois. Un même extrait sera affiché, en permanence, de façon visible, dans l'installation par les soins des exploitants.

2.1 - Aménagement et exploitation des bâtiments

2.1.1. - La surface des poulaillers ne devra pas dépasser **2 500 m²**.

2.1.2. - L'installation est implantée, aménagée et exploitée conformément aux plans et aux dispositions décrites dans le dossier joint à la demande.

2.1.3. - Toutes les eaux usées (sas, etc.), y compris celles du lavage éventuel des poulaillers entre deux bandes et celles du lavage de l'équipement intérieur des poulaillers, seront collectées. Tout écoulement dans le milieu naturel est interdit.

2.1.4. - L'installation est toujours maintenue en bon état de propreté. Les opérations de nettoyage et d'entretien sont menées de façon à éviter toute nuisance et tout risque sanitaire.

L'exploitant prend toutes les mesures nécessaires pour lutter contre la prolifération des insectes et des rongeurs.

2.1.5. - L'installation doit être aménagée, équipée et exploitée de manière à ce que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de nuisances olfactives pour le voisinage.

L'exploitant adopte toutes dispositions nécessaires pour prévenir et limiter les envols de poussières et matières diverses.

L'inspection des installations classées peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une campagne d'évaluation de l'impact olfactif de l'installation afin de qualifier l'impact et la gêne éventuelle et permettre une meilleure prévention des nuisances selon les normes en vigueur et les dernières références connues.

2.1.6. - Insertion paysagère

Les écrans de verdure existants aux abords de l'installation seront maintenus et entretenus. Les haies bocagères en projet seront réalisées conformément au dossier annexé à la demande.

2.2. - Sécurité

2.2.1. - Les isolants employés pour la construction et la rénovation des poulaillers et annexes devront être au minimum d'euroclasse feu de type C.

Les locaux techniques devront être compartimentés avec une cloison coupe-feu et/ou isolés par des matériaux de classe A1, A2 ou B.

2.2.2. - L'installation électrique devra être conforme aux normes en vigueur ainsi que les installations de chauffage et de stockage de combustibles, s'il en existe.

2.2.3. - Les silos, greniers et autres locaux affectés dans les exploitations agricoles, de façon permanente ou non, au stockage des produits agricoles ou nécessaires à l'agriculture, devront répondre aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 19 janvier 1977.

2.2.4. - Installer à 300 mètres au plus de l'établissement, en un emplacement facilement accessible aux engins de lutte contre l'incendie, un poteau d'incendie de 100 m / m conforme à la norme NFS 61-213 capable de fournir en permanence un débit de 1000 litres / minute sous une pression dynamique de 1 bar minimum ou une réserve d'eau d'une capacité comprise de 120 m³ conformément à la circulaire ministérielle n° 465 du 10 décembre 1951.

D'autre part, l'établissement sera doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques à défendre (extincteurs pour feu d'origine électrique). De plus, un tuyau d'arrosage, branché sur une conduite d'eau sous pression, sera installé à proximité d'une issue de l'élevage.

2.2.5. - Les bâtiments d'élevage et les annexes seront accessibles par une voie de 4 mètres de large au moins utilisable en toute circonstance et pouvant supporter le passage et le stationnement d'un engin de 19 tonnes.

2.3 - Stockage et reprise des effluents bruts

2.3.1. - Les fumiers bruts seront stockés avant reprise sur une plate-forme étanche de 96 m² disposant de deux murs de 50 cm. Le tas de fumiers en attente de reprise sera impérativement bâché.

Le stockage dans le milieu extérieur, des fumiers destinés à être transférés, est interdit.

2.3.2. - Gestion des flux et traçabilité

Un avis sera inséré par les soins du préfet et aux frais des exploitants dans deux journaux d'annonces légales du département.

ARTICLE 6 – Délai et voie de recours

La présente décision ne peut être déférée devant le tribunal administratif de Rennes (Hôtel de Bizien 3 Contour de la Motte - 35044 Rennes Cedex) :

dans un délai de deux mois à compter de la notification de la décision pour les demandeurs et les exploitants ;

dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de la décision pour les tiers, les personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente ou le cas échéant, dans le délai de six mois suivant la mise en service effective de l'installation ;

ARTICLE 7 – Exécution

Le secrétaire général de la préfecture des Côtes d'Armor, le sous-préfet de Dinan, le maire de Bourseul et le directeur départemental de la protection des populations, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera notifiée aux pétitionnaires pour être conservée en permanence et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police, et pour information, aux maires de Corseul, Plédéliac, Pléven, Plorec-sur-Arguenon, Pluduno, Saint-Méloir-des-Bois et Saint-Michel-de-Plélan.

Saint-Brieuc, le 09 AOÛT 2013

Pour le préfet et par délégation
Le secrétaire général,

Gérard Derouin



